L'INTERSYNDICALE PERSISTE ET SIGNE

Les grèves reviennent cette semaine

Les syndicats autonomes reviennent à la protestation aujourd'hui avec une grève qui va durer jusqu'au 29 novembre prochain. L'Intersyndicale qui a animé hier une conférence de presse tient à témoin l'opinion publique sur le refus des pouvoirs publics à débattre avec les syndicats autonomes sur le dossier de la retraite et écouter leurs alternatives. Ils se disent déterminés à aller jusqu'au bout de leur combat en luttant avec tous les moyens légaux pour sauvegarder les acquis sociaux des travailleurs.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le gouvernement a déclaré à plusieurs reprises que la retraite anticipée n'est pas un acquis social et que le principe a été imposé par le FMI dans une conjoncture économique spéciale. Cependant, pour les douze syndicats autonomes regroupés au sein de l'Intersyndicale et qui protestent contre la suppression de la retraite anticipée, ce principe est bel et bien un acquis social. Comment ? Idir Achour porte-parole du CLA a expliqué hier lors de la conférence de presse de l'Intersyndicale que le FMI a imposé à l'Algérie la compression des effectifs.

La retraite anticipée sans condition d'âge et la retraite proportionnelle ainsi que les primes de départ à la retraite, poursuit-il, ont été arrachées suite à une bataille menée par les travailleurs et les syndicats d'entreprises dans les années 1993 à 1995. C'est donc un acquis arraché par la lutte des travailleurs que les syndicats autonomes comptent bien défendre et en font leur mission. D'ailleurs, souligne-t-il, «le refus des pouvoirs publics à débattre avec nous prouve la justesse de notre combat et son manque d'arguments pour nous répondre».

L'Intersyndicale renoue aujourd'hui avec la protestation avec une grève programmée pour le 21, 22 et 23 novembre en cours avec des rassemblements régionaux aujourd'hui. Le 27 novembre prochain, l'Intersyndicale qui revient avec trois jours de grève, appelle aussi à un rassemblement national devant l'APN le même jour.

L'Intersyndicale qui regroupe les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'administration, de la formation professionnelle et de l'agriculture, à travers les vétérinaires, appelle aussi les étudiants à rejoindre ce mouvement car c'est de leur avenir qu'il en est question. Les syndicats autonomes revendiquent l'ouverture du dialogue pour faire leurs propositions et donner des alternatives. «Pourquoi ne pas attendre quatre ans ou cinq ans pour supprimer la retraite anticipée de telle sorte à permettre aux travailleurs qui ont commencé à travailler à un jeune âge de partir à la retraite après 32 ans de service ? La jeune génération qui a entamé la vie professionnelle à un âge avancé pourra cumuler les 32 ans de service à 65 ans mais ceux qui ont commencé à l'âge de 19 ans vont cotiser jusqu'à 44 ans de service pour une retraite calculée sur la base de 32 ans de service et c'est une injustice», ont soulevé hier les syndicats autonomes. Et c'est justement sur ce genre de situation qu'ils veulent l'ouverture d'un dialogue pour donner des propositions. «Les pouvoirs publics ne veulent pas traiter le dossier de la retraite car il a été imposé par le patronat», a dénoncé Meziane Meriane coordonnateur du Snapest.

Les syndicats autonomes affirment qu'ils sont «prêts à se sacrifier si cette politique mise en place aboutirait à un résultat positif mais ce n'est pas le cas». Selon eux, avec la nouvelle loi de finances, le déficit budgétaire de l'Algérie ne sera pas seulement de 216 milliards de dollars mais il dépasserait les 600 milliards de dollars en 2019.

Photos : DR

Les syndicats revendiquent l'ouverture du dialogue.

D'ailleurs, affirme-t-on, l'histoire de l'Algérie pour 2017 retiendra deux choses : la nouvelle loi de finances et ce, quel que soit le vote des parlementaires et le mouvement des syndicats autonomes quel que soit son issue.

«C'est le gouvernement et la ministre de l'Education qui tiennent en otage les élèves»

La grève de l'Intersyndicale pénalisera beaucoup la scolarité des élèves. Pourquoi tenir en otage les élèves ?

Les syndicats du secteur s'en lavent les mains. Selon leurs déclarations, c'est le gouvernement et la ministre de l'Education qu'il faudrait culpabiliser.

«La prise en otage des élèves est une conséquence de la politique du gouvernement, il faudra s'attaquer aux causes pour qu'il n'y ait pas de conséquences, ainsi la prise d'otages est une conséquence faite par le gouvernement et non par les syndicats», explique Meziane Meriane.

D'ailleurs, suite à cette politique, affirment les syndicats, il y a eu 40 000 départs à la retraite dans les rangs des enseignants. Un déficit d'effectifs qui sera difficile à combler.

S. A.

AMARA BENYOUNÈS À PARTIR D'ORAN :

«La crédibilité des élections dépendra du taux de participation»

«A une période donnée, notre parti était le seul à soutenir le président de la République, nous agissons par conviction, c'est pour cela que nous le soutenons qu'il soit en bonne santé ou pas.» Une déclaration qui émane d'Amara Benyounès, secrétaire général du Mouvement populaire algérien, présent hier à Oran dans le cadre du congrès régional de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Convaincu que son parti constitue un danger pour d'autres formations politiques, tant, a-t-il dit, a les capacités et la possibilité d'être bien classé lors des prochaines législatives. Tout en assurant que le MPA n'a de compte à régler avec personne, il estime que les dernières démissions au sein de son parti n'ont aucun impact sur sa base qui, elle, continue de recevoir des adhésions, précise-t-il.

Amara Benyounès assure que le prochain congrès prévu les 2 et 3 décembre prochain, «ne sera pas le congrès des applaudissements, mais celui des débats, même en désaccord, l'essentiel étant que cela se déroule dans la démocratie et le respect des résultats issus des votes».

Des changements sur le plan organique réglementaire du parti, il va y en avoir, seul, dira l'intervenant la discipline doit régner pour mettre en avant les décisions qui découleront du congrès.

Le SG du MPA assure que s'il est réélu à la tête du parti, il ne s'immiscera pas dans les listes pour les prochaines élections.

Abordant brièvement la question économique, il dira que même le président de la République l'a qualifié de dangereuse. «Il faut des réformes économiques courageuses, profondes et urgentes», dit-il.

La campagne électorale, M. Amara Benyounès la souhaite calme et civilisée «on n'impose pas son avis par la violence». dit-il. Des élections qui n'auront ajoute-t-il de crédibilité que si le taux de participation est important, d'où l'utilité du travail de proximité, dit-il.

A. B.

GHOUINI D'ISLAH À KHEMIS EL KHECHNA :

«Nous voulons participer à des accords politiques ou électoraux forts»

Filali Ghouini, secrétaire général du Mouvement Islah, a animé hier au Centre culturel de Khemis El Khechna (ouest de la wilaya de Boumerdès) un meeting pour dire tout le bien qu'il pense des prochaines élections législatives et locales.

«Notre Mouvement a été le premier parti politique à décider de participer», dira-t-il d'emblée devant une assistance faible.

Le patron de Islah a en outre donné quelques arguments ayant motivé la prise de décision participationniste. «Que tout le monde sache que Islah n'a jamais boycotté aucun rendez-vous électoral. Notre pays est dans une situation politique stressante. Il y a comme un blocus autour du pays. Nous participons une autre fois pour d'aider notre pays à sortir de la crise.

Par ailleurs, nous ne croyons pas à la politique de la chaise vide. Les messages envoyés par le biais de l'abstention volontaire aux élections ne sont jamais compris en Algérie. Les gens qui ont, par le passé, boycotté les élections n'ont pas fait aboutir leurs revendications.»

Pour Ghouini, «la participation de tous les partis politiques aux prochaines élections aura comme résultat l'émergence d'institutions électives fortes où pourraient, en outre, se construire des alliances électorales. Dès lors, des débats politiques seront possibles», espère-t-il. A l'occasion, il lance un appel aux autres partis politiques intéressés par des alliances politiques ou électorales. «Nous voulons participer à la constitution d'un groupe parlementaire fort qui aura assez de légitimité pour dialoguer avec les autres groupes parlementaires. Nous sommes également disposés pour des accords électoraux.»

Le secrétaire général du Mouvement s'en remet à l'administration quant à la régularité des prochains scrutins électoraux. Ce qui a fait dire auparavant au président du Medjliss Echoura de ce Mouvement, Fayçal Bousedraya, que «si l'administration a la volonté d'organiser une élection transparente, elle n'a besoin d'aucune commission». Comme argument à ce propos, il a cité les élections de 1990.

Lors de son intervention, Ghouini a abordé d'autres dossiers. Selon lui, le pays vit une crise financière aigue. «Cette situation est attendue car toutes nos recettes proviennent du pétrole. Mais cette richesse n'a pas été utilisée de manière rationnelle.» Au plan politique, il pense que le pays a besoin d'un consensus national large avec comme soubassement un large soutien populaire pour résoudre la crise de la légitimité et de confiance. Pour lui, les propositions de la CNLDT pour la transition démocratique négociée et celle du FFS pour un consensus national sont insuffisantes. «A ces derniers, il leur reste à franchir une autre étape pour consolider toutes ces propositions», nous dira-t-il.

Comme le font régulièrement les islamistes, le chef de Islah n'a pas raté l'occasion de s'attaquer à la ministre de l'Education au sujet de son projet de réforme de l'école : «Avant de lancer ces nouvelles réformes, il était nécessaire de faire le bilan des précédentes réformes et de se pencher sur la qualité de l'enseignement depuis le primaire jusqu'à l'université. Ce bilan est présentement catastrophique. De plus, il est urgent d'extraire ces réformes de toute forme de mainmise d'idéologie», conclura-t-il.

Abachi L.